

L'Europe truquée :

entretien avec Claude Bourdet

— Conçue sous le signe de l'antisoviétisme, inscrite dans un cadre atlantique, l'Europe, telle qu'elle est, et telle que proposent de la figer les partisans de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, ne peut que se transformer en super-Etat européen fermé sur lui-même, dominé par l'Allemagne fédérale, lié indissolublement aux intérêts américains ; tout pas en avant vers sa cristallisation en système supranational ne pourra que fournir aux dirigeants et classes dominantes ouest-allemands et américains des armes pour saboter une éventuelle expérience à gauche (à participation communiste) à Rome ou à Paris.

— Les inconvénients réels de l'alliance atlantique — ou de toute autre alliance militaire, à l'Est comme à l'Ouest — ne répondent à aucune nécessité alors que le non-alignement est possible et serait avantageux.

— La force de frappe française, loin d'être dissuasive, transforme, en cas de conflit, la France en cible préférentielle et endort, derrière l'espèce d'«atmosphère Maginot» qu'elle a créée, toute recherche militaire sérieuse — celle d'une stratégie de guerre populaire sans laquelle la défense est un leurre. Intégration européenne, alliance atlantique, défense nucléaire française : trois mythes qu'on ne peut aujourd'hui mettre en cause sans être soupçonné d'hérésie. Trois mythes qui cachent des intérêts puissants et précis. Trois mythes auxquels se sont laissé duper même des formations de gauche alors qu'ils constituent une menace pour le mouvement ouvrier et paysan. Claude Bourdet entreprend, dans l'Europe truquée (publiée chez Seghers) d'en montrer les véritables implications politiques. A l'heure où les Assemblées parlementaires nationales s'apprêtent à décider l'élection du Parlement européen qui bloquera définitivement toute possibilité de changement, il met en garde le mouvement ouvrier et les partis de gauche contre toute adhésion à une Europe «truquée» par le jeu des grandes puissances. Mais n'est-il pas déjà trop tard pour se battre ? Et sinon, comment se battre et avec quelles forces ? Claude Bourdet répond ici aux questions de Tribune socialiste.

T.S. : Dire «non», à l'Europe n'est-ce pas guerroyer contre les moulins à vent ?

Claude Bourdet : Je ne dis pas «non» à n'importe quelle Europe. Mais à l'Europe telle qu'elle est, bâtie sous le signe de l'atlantisme et de l'anticommunisme, et telle qu'on nous la prépare, en bloquant tous les processus d'évolution en cours. Le monde de l'Est évolue lentement, mais il évolue ; dans 20ans, 50ans, un siècle peut-être, que seront la Russie et les démocraties populaires où des équipes plus jeunes, moins influencées par le stalinisme, occuperont tôt ou tard le pouvoir ? Une France et une Italie gouvernées «à gauche» ne seront pas sans influence en Europe occidentale ;



qu'elles se détachent peu à peu du système atlantique, qu'elles refusent de se fermer dans un super-Etat dominé par l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis, peut-être deviendrait-elle une référence crédible pour des pays tels que la Suède, la Yougoslavie, l'Autriche ou la Norvège... Certes, on ne peut signer des traités sur le futur. Mais les conditions dans l'Europe du début du XXI^e siècle n'auront rien à voir avec les conditions d'aujourd'hui. Il serait absurde de fermer l'Europe occidentale ; car l'Europe, une fois constituée en système supranational, ne pourra pas plus s'ouvrir, que l'Etat bismarkien une fois constitué en nation n'a pu s'agrandir autrement qu'en annexant ses voisins.

T.S. : Pour bloquer toute construction irréversible de ce super-Etat européen et atlantiste, tu sembles compter beaucoup sur la prise de conscience des dirigeants du parti socialiste — auquel ton livre s'adresse prioritairement ?

C.B. : Je m'adresse aux dirigeants et aux militants du parti socialiste, c'est vrai. Mais, au-delà d'eux, je m'adresse à toute cette masse de Français qui ont des réactions disons « de gauche », qui, sans être d'un parti forcément, votent socialiste, communiste, ou PSU, mais qui sont mystifiés par le problème européen.

Mystifiés parce qu'on leur a longtemps présenté l'idée européenne comme une idée progressiste. Et parce qu'il y a un consensus très large, de Giscard à François Mitterrand, pour dire que l'élection du Parlement européen au suffrage universel ne changera rien. Chirac lui-même, qui combat cette construction européenne, se bat assez sottement — ou bien, est-ce par calcul ? — en affirmant qu'il s'agit d'une opération de parlementaires bavards dénuée d'importance.

Or, c'est faux. Ce processus va, à terme, modifier le destin des Français. Willy Brandt a dit, il y a quelques jours, que ce Parlement européen, sitôt créé, devrait se transformer en assemblée constituante pour établir une Constitution européenne à laquelle les Constitutions des Etats ne pourraient évidemment opposer aucune défense. Le super-Etat européen ne tardera pas à se doter d'une structure militaire européenne que soutiendront des bourgeoisies apeurées par le développement du mouvement ouvrier. Que feront, contre ce projet d'intégration militaire, les Parlements nationaux qui auront abdiqué de leurs droits entre les mains de la Constituante ? Chirac réclame des « garanties » ; c'est une plaisanterie. Imagine-t-on les provinces françaises, à l'heure de la Révolution de 89 demandant des « garanties » à la Conven-

tion ? Même si un pacte était signé entre les Etats européens — et encore faudrait-il que l'Allemagne le signe —, ce pacte ne tiendrait pas cinq ans devant la pression de l'Assemblée européenne.

T. S. : Beaucoup de gens pensent que l'autonomie d'un pays dépend de sa protection douanière. Que tombent ces barrières douanières — et le Marché commun les a abbatues entre les Neuf — toute garantie d'indépendance s'évanouit. La création d'un super Etat n'aggraverait donc rien.

C.B. : Beaucoup le pensent. Mais c'est faux. Beaucoup plus que les droits de douane, compte la liaison étroite entre chaque administration nationale et les structures des producteurs et des consommateurs d'un pays. Que s'affaiblisse cette liaison — et c'est ce qui se passera avec la création d'instances supranationales —, les véritables protections s'effondrent. Ce n'est que par un chantage continu que le gouvernement français a pu faire prévaloir une protection exceptionnelle — même si elle est imparfaite — pour les paysans français au sein du Marché commun. Si, demain, les décisions de l'Assemblée européenne prises à la majorité alors qu'aujourd'hui la règle de l'unanimité joue au sein des organismes communautaires, s'imposent parce que la France aura renoncé à sa souveraineté, il est douteux que les agriculteurs français conservent le statut particulier qui est le leur aujourd'hui : les « gros » exploitants s'en sortiront ; les autres... « s'adapteront ». C'est un exemple concret, parmi beaucoup, mais il est éclairant.

T.S. : Que proposes-tu et à quelles forces, pour arrêter le processus en cours ?

C.B. : Il faut tout d'abord faire repousser la décision : en empêchant qu'en mai ou juin, qu'avant le congrès du parti socialiste, l'Assemblée nationale et le Sénat ne votent, à l'esbrouffe, le projet de loi sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Ce vote enterrerait définitivement un débat qui doit avoir lieu.

Il doit avoir lieu d'abord au sein du parti socialiste. La grande majorité des militants de ce parti n'ont pas encore clairement compris les implications de ce projet, auxquels sont, il est vrai, hostiles le CERES et les amis de Pierre Joxe.

A cet égard, la responsabilité du PSU peut être grande. Certes, si nous arrivons à ébranler la position actuelle du parti socialiste, nous en tirerons pour nous-mêmes peu d'avantages.

Au contraire, si nous échouons, nous capitaliserons, dans quelques années, le mécontentement de ceux qui auront été abusés et se détacheront d'un parti socialiste responsable de les avoir entraînés dans une sinistre aventure. Maigre consolation, quand nous serons englués dans un pseudo-socialisme de droite, allié à la social-démocratie dominante des pays nord européens.

T.S. : Concrètement, que peut proposer le PSU et dans quel cadre ?

C.B. : Concrètement ? Qu'un débat de clarification réunisse toutes les composantes de la gauche, du PCF aux gaullistes de gauche, de tous les courants du PS aux radicaux de gauche et aux deux centrales ouvrières...

L'idée d'une renégociation en vase clos du programme commun sur la question européenne, comme le voudrait Mitterrand, est insuffisante.

Il ne s'agit pas de batailler sur quelques articles de programme. Avant de parler programme, il faut voir clair sur le problème. Et nombre de forces qui ne sont pas partie prenante du programme commun, ont des choses à dire sur l'Europe — en particulier le PSU.

Si le parti socialiste refusait ce débat, il prendrait, pour l'avenir, une responsabilité écrasante.

propos recueillis par Claude DESLHIAT